



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Marchés • (Page 08)

Le prix du café brûle

Le renchérissement du transport, les troubles politiques en Colombie et les conditions météorologiques dévastatrices au Brésil expliquent ...

Europe

Dassault Aviation livre le premier Rafale à la Grèce

L'avionneur français Dassault Aviation a livré mercredi 21 juillet son premier Rafale à un pays ... • (Page 08)



Economie numérique

Ecobank et Microsoft offrent des formations aux PME



Rencontre des Entrepreneurs Francophones à Paris

• (Page 04)

19 opérateurs économiques représenteront le Togo

Togo

Plus de 300 numéros de téléphone ciblés par Pegasus

Plus de 300 numéros togolais apparaissent dans la liste des cibles potentielles du ... • (Page 02)

Commercialisation du café/cacao

Le CCFCC invite les opérateurs économiques à s'enregistrer

A travers un communiqué, le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) invite les ... • (Page 05)

Bénin / assainissement

La BOAD accorde 20 milliards FCFA à la ville de Parakou

Le président de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), Serge Ekué et ... • (Page 06)

Contrôle de marquage des produits

Formation des inspecteurs et contrôleurs du commerce

Les inspecteurs et contrôleurs du commerce de la Direction du ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour
d'Appel, à côté de l'IPP



(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO



togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Togo

Plus de 300 numéros de téléphone ciblés par Pegasus

Plus de 300 numéros togolais apparaissent dans la liste des cibles potentielles du logiciel espion israélien, Pegasus. Le Togo est l'un des pays africains les plus proches de l'État hébreu. Les personnes ciblées sont notamment des militants, des journalistes ou des opposants politiques.



● **Le projet Pegasus, ce gigantesque scandale d'espionnage révélé lundi après des mois d'enquête, a provoqué indignation, critiques et tensions diplomatiques dans le monde. Thomas SAMSON AFP/File**

Côté politique, on retrouve parmi les numéros visés par le logiciel espion Pegasus ceux d'opposants au régime de Faure Gnassingbé. C'est le cas de Tikpi Atchadam, leader du Parti national panafricain, ou encore Agbéyomé Kodjo, candidat malheureux à la présidentielle de 2020 contre le chef de l'État. Tous deux vivent aujourd'hui en exil. Des militants et journalistes sont également ciblés, comme David Ekoué Dosseh, fondateur de la plateforme citoyenne Togo Debout ou encore le journaliste d'investigation Carlos Ketohou. Joint par RFI, le directeur du journal L'Alternative, Ferdinand Ayité – lui aussi potentiellement espionné –, ne se dit pas surpris : « Nous ne sommes pas naïfs, nous savons qu'au Togo, certaines personnes sont sous surveillance ». Toutefois, le journaliste reconnaît qu'avec Pegasus, les choses vont plus loin : « Nous sommes passés d'une surveillance classique à l'espionnage. » Car le logiciel espion est capable d'aspirer l'ensemble des informations – messages, photos, contacts – contenues dans le téléphone infecté et d'activer son micro. C'est comme si « une autre personne prenait

le contrôle de notre vie privée et professionnelle. C'est cet aspect qui aujourd'hui nous amène à nous poser des questions à cette dérive sécuritaire qu'on constate dans notre pays depuis un certain temps », observe Ferdinand Ayité.

Le président n'exclut pas l'espionnage de ses opposants

Si l'entreprise israélienne NSO qui édite et commercialise le logiciel Pegasus conteste ces révélations, les autorités togolaises, elles, ne nient pas. Interrogé par le journal Le Monde sur l'utilisation du logiciel Pegasus au Togo pour lutter contre le terrorisme, le président Faure Gnassingbé répond que « chaque État souverain s'organise pour faire face à ce qui le menace avec les moyens dont il dispose. » Quant à

l'espionnage de ses opposants, le chef de l'État répond qu'il ne peut pas le confirmer. Toutefois, note Le Monde, il ne l'exclut pas non plus. Il faut dire aussi que le pays est particulièrement proche diplomatiquement d'Israël. « Les Israéliens ont des intérêts au Togo, notamment dans le domaine du phosphate. Le Togo est l'un des pays africains à avoir approuvé la décision de Donald Trump de ramener la capitale à Jérusalem et donc cette amitié avec l'État d'Israël se traduit également par des consultations sur le plan sécuritaire pour le régime togolais. Le pouvoir entretient des relations privilégiées avec des réseaux israéliens animés par des anciens du Mossad, l'agence israélienne de renseignement extérieur », indique le journaliste Ferdinand Ayité.

Avec rfi.fr/fr/afrique/



AUX DÉCIDEURS ...

Changement climatique, l'autre risque économique

La prochaine grande crise financière pourrait être déclenchée par le changement climatique. Mais, les banques centrales peuvent l'empêcher.

Aujourd'hui, un autre risque économique se profile : le changement climatique. Une fois de plus, le préjudice que cela portera aux économies dépendra beaucoup de la réaction des régulateurs financiers et des banques centrales.

L'économiste américain Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel, dans une récente interview, il a fait valoir que l'impact d'une forte augmentation des prix du carbone – que les gouvernements facturent aux entreprises pour l'émission de gaz à effet de serre qui réchauffent le climat – pourrait déclencher une autre crise financière, cette fois en commençant par l'industrie des combustibles fossiles, ses fournisseurs et les banques qui les financent, ce qui pourrait se répercuter sur l'ensemble de l'économie.

Les recherches en tant qu'économistes et macro économistes de l'environnement confirment que les effets du changement climatique et certaines des politiques nécessaires pour l'arrêter pourraient avoir des implications importantes pour la stabilité financière, si des mesures préventives ne sont pas prises. Les politiques publiques s'attaquant, après des années de retard, aux émissions de combustibles fossiles qui sont à l'origine du changement climatique pourraient dévaloriser les entreprises énergétiques et entraîner une chute des investissements détenus par les banques et les fonds de pension, tout comme des changements brusques dans les habitudes de consommation.

La bonne nouvelle est que les régulateurs ont la capacité de faire face à ces risques et de dégager la voie pour mettre en œuvre en toute sécurité une politique climatique ambitieuse.

Les banques centrales et les universitaires proposent plusieurs moyens de lutter contre le changement climatique par le biais de la politique monétaire et de la réglementation financière.

L'une de ces méthodes est le « assouplissement quantitatif vert », qui, à l'instar de l'assouplissement quantitatif utilisé lors de la reprise après la récession de 2008, implique que la banque centrale achète des actifs financiers pour injecter de l'argent dans l'économie.

Dans ce cas, il n'achèterait que des actifs « verts » ou respectueux de l'environnement. L'assouplissement quantitatif vert pourrait potentiellement encourager les investissements dans des projets et des technologies respectueuses du climat telles que les énergies renouvelables, bien que les chercheurs aient suggéré que les effets pourraient être de courte durée.

Une deuxième proposition politique consiste à modifier les réglementations existantes afin de reconnaître les risques que le changement climatique fait peser sur les banques. Les banques sont généralement soumises à des exigences minimales de fonds propres pour assurer la stabilité du secteur bancaire et atténuer le risque de crises financières. Cela signifie que les banques doivent détenir un montant minimum de capital liquide pour pouvoir prêter.

L'intégration de facteurs environnementaux dans ces exigences pourrait améliorer la résilience des banques aux risques financiers liés au climat. Par exemple, un « facteur de pénalisation du brun » exigerait des exigences de capital plus élevées sur les prêts accordés aux industries à forte intensité de carbone, décourageant les banques de prêter à ces industries.

Souvent, l'élaboration des politiques est à la traîne des débats et des avancées scientifiques et économiques. Avec la régulation financière des risques climatiques, cependant, c'est sans doute l'inverse. Les banques centrales et les gouvernements proposent de nouveaux outils politiques qui n'ont pas été étudiés depuis très longtemps.

Quelques documents de recherche publiés au cours de la dernière année fournissent un certain nombre d'informations importantes qui peuvent aider à guider les banques centrales et les régulateurs.

La réglementation financière peut également contribuer à accélérer la transition vers une économie plus propre, selon la recherche. Un exemple consiste à subventionner les prêts aux industries respectueuses du climat tout en taxant les prêts aux industries polluantes. Mais la réglementation financière à elle seule ne suffira pas à lutter efficacement contre le changement climatique.

Les banques centrales auront un rôle à jouer alors que les pays essaieront de gérer le changement climatique à l'avenir. En particulier, une réglementation financière prudente peut aider à éviter les obstacles au type de politiques agressives qui seront nécessaires pour ralentir le changement climatique et protéger les environnements pour lesquels nos économies ont été construites.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Economie numérique

Ecobank et Microsoft offrent des formations aux PME

Le groupe bancaire panafricain Ecobank, en partenariat avec Microsoft, LinkedIn, GitHub et l'Académie Ecobank, a annoncé le 22 juillet 2021, une proposition de formations pour apporter des outils aux petites et moyennes entreprises (PME) d'Afrique subsaharienne. Cette formation permettra aux PME d'acquérir les compétences et les connaissances numériques nécessaires pour réussir dans le monde numérique d'aujourd'hui.

• Eyram AKAKPO

Les PME ont été fortement touchées par la pandémie de COVID-19 et les confinements qui ont entraîné des perturbations des chaînes d'approvisionnement, une chute des ventes, des pertes de revenus et des difficultés opérationnelles. Pour répondre aux souhaits de nos clients, Ecobank, par le biais de son pôle de Banque Commerciale, a entrepris d'aider les chefs d'entreprise à combler le déficit de compétences numériques dans leurs domaines et à améliorer les capacités numériques de leurs employés. « La pandémie de COVID-19 a accéléré la transition vers le numérique. Il est essentiel que les entreprises s'adaptent afin de rester compétitives dans un environnement en constante évolution. La Banque Commerciale de Ecobank s'est engagée à accompagner les PME à travers son réseau panafricain. Grâce à ce partenariat avec Microsoft, LinkedIn, GitHub et l'Académie Ecobank, nous proposons des formations



pour doter les chefs d'entreprise et leurs employés des compétences numériques dont ils ont besoin pour rester connectés à leurs clients. Nous sommes déterminés à faire en sorte que nos PME clientes continuent à se développer et réussissent dans l'ère post COVID-19 », a affirmé la directrice de la Banque Commerciale du Groupe Ecobank, Joséphine Anan-Ankomah. En effet, les PME ont été invitées à

s'inscrire pour le prochain webinaire qui aura lieu le 26 juillet. Le programme de l'initiative Global Skilling est disponible sur un portail en ligne où les PME peuvent s'inscrire et commencer leur formation dans l'un des dix domaines de compétences recherchés (services à la clientèle, marketing numérique, analyse financière, conception graphique, assistance informatique, gestion de projets, ventes, analyse

de données, administration informatique et développement de logiciels). Les participants peuvent suivre le programme virtuel à leur propre rythme et aux moments qui leur conviennent le mieux. Le programme se poursuit jusqu'au 31 décembre 2021. « Nous voulons créer des viviers de talents numériques qui constitueront la population active de demain, et notre initiative Global Skilling est un élément important de cette

démarche. Mais au-delà de cet objectif, les talents numériques favoriseront également l'innovation locale, en donnant aux développeurs et aux entrepreneurs les moyens de créer des solutions locales adaptées aux défis et aux besoins des pays africains. Les startups et les PME jouent un rôle essentiel dans l'innovation, la croissance économique et la création d'emplois, et l'élargissement de l'accès aux compétences numériques est l'une des pierres angulaires d'une reprise économique réussie », a précisé Ibrahim Youssry, directeur général pour la région multi-marchés Moyen-Orient et Afrique chez Microsoft. L'initiative

Global Skilling, comme bien d'autres initiatives d'Ecobank, illustre la volonté de la Banque d'aider les PME à réaliser leur plein potentiel et à jouer un rôle essentiel dans la relance économique de l'Afrique. Parmi les autres initiatives de soutien aux PME, on note la solution de commerce électronique Ecobank Marketplace qui permet aux entreprises d'accroître leurs ventes sur les plateformes numériques et le programme Ellever, qui offre des prêts, des solutions de gestion de trésorerie, des formations et des possibilités de mentorat aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes, ainsi qu'à celles orientées sur les femmes.



Afrique

Le fonds d'investissement Regmifa obtient 10 millions \$ pour des PME

Soutenu en 2010 lors de sa création par le FMO, le fonds Regmifa, domicilié au Luxembourg, mais axé sur les PME africaines a bénéficié d'un apport financier supplémentaire de la banque néerlandaise de développement.

Engagé dans le refinancement de structures de microfinance et banques commerciales d'Afrique subsaharienne, le fonds luxembourgeois Regmifa a obtenu de la banque néerlandaise de développement (FMO) un supplément de 10 millions \$. Le véhicule sélectionnera plus de 50 institutions financières à qui il accordera des financements à long terme ainsi que des



prêts subordonnés qui seront par la suite rétrocédés à des ménages à faible revenu, ainsi qu'à des petites et moyennes entreprises (PME) africaines. « L'investissement fourni par le FMO souligne la confiance accordée à Regmifa. Il contribuera grandement à soutenir les petites et moyennes entreprises [...] Regmifa est une structure de financement mixte unique qui combine la

fourniture de financements par emprunt et l'assistance technique », a indiqué Laure Wessemius-Chibrac, sa présidente. Le FMO qui intervient dans cette opération est un partenaire financier de longue date du Regmifa. L'institution néerlandaise a soutenu ce véhicule géré par le gestionnaire d'actifs suisse Symbiotics SA, lors de son lancement en 2010.

Le récent apport financier portera à plus de 160 millions \$ le total d'actifs détenus par Regmifa. Celui-ci opère dans une vingtaine de pays difficiles d'accès en Afrique subsaharienne, et confie avoir généré près de 440 millions \$ depuis sa création, destinés à des investissements en Afrique subsaharienne.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Rencontre des Entrepreneurs Francophones à Paris

19 opérateurs économiques représenteront le Togo

Le Conseil national du patronat du Togo (CNP-Togo) a présenté ce mercredi 21 Juillet 2021 à Lomé, la délégation des hommes et femmes d'affaires togolais invitée en France par le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) au ministre de la promotion des investissements, Rose Kayi Mivedor et à l'ambassadrice de France au Togo, Jocelyne Caballero.

● Bernard AFAWOUBO

Le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) est invité à prendre part du 24 au 27 Août prochain à Paris, à l'édition 2021 de la Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF) organisée par le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) sous le haut parrainage du Président de la République française Emmanuel Macron. Pour faire le point sur la participation du Togo et rappeler les ambitions du pays, le ministre chargé de la promotion de l'investissement, le Conseil national du patronat et l'ambassadrice de France au Togo se sont réunis le mercredi 21 Juillet à Lomé. Occasion pour le Patronat de présenter la délégation des hommes et femmes d'affaires qui représenteront le Togo à cette rencontre. Au total 19 opérateurs économiques togolais issus de différents secteurs prendront part à cette édition de la Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF) à Paris du 24 au 27 Août prochain. Cette rencontre de grande envergure qui regroupera les hommes et femmes d'affaires francophones à Paris en France sera un cadre d'échanges pour la relance de l'économie dans les différents pays francophones. Il sera également une occasion pour les participants de créer un réseautage pour des débouchés et trouver des potentiels investisseurs. « Ce voyage reste une opportunité pour nous dans le sens de montrer ce que nous savons faire au Togo, les acquis que nous détenons dans le monde des affaires », a indiqué Laurent Tamegnon, président du patronat togolais. A en croire Rose Kayi Mivedor, ministre de la promotion des investissements, la Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF) est une belle oppor-



tunité offerte aux hommes d'affaires du Togo. « C'est vraiment un bon cadre qu'on peut avoir, surtout que cela reste un moment d'échange et de partage d'expériences en vue d'aider les entreprises à faire remonter leur économie », a-t-elle déclaré. L'ambassadrice de France au Togo, Jocelyne Caballero a félicité l'engagement et le dynamisme des entrepre-

neurs togolais dans les préparatifs de la participation de ce séminaire. Elle a par ailleurs souhaité que la délégation togolaise revienne de cette rencontre avec des résultats probants. Il faut préciser que les pays francophones représentent à ce jour 16% du PIB mondial, avec un taux de croissance moyenne de 7% avant la pandémie.



Diplomatie

Sanjiv TANDON promet renforcer la coopération Inde-Togo

Le président de la République Togolaise, Faure Essozimna GNASSINGBE, a reçu ce vendredi 23 Juillet à Lomé, le nouvel ambassadeur de la République de l'Inde au Togo, Sanjiv TANDON qui lui a présenté ses lettres de créance.

● Bernard AFAWOUBO

Une nouvelle page des relations d'amitié et de coopération entre le Togo et l'Inde s'ouvre au Togo avec l'ouverture d'une représentation diplomatique à Lomé. Ceci à travers la réception en fin de semaine dernière de Sanjiv TANDON, nouvel ambassadeur de la République de l'Inde au Togo par le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé au nouveau Palais de la Présidence à Lomé. Au sortir de l'audience, le diplomate indien s'est réjoui de ce nouveau dynamisme du partenariat entre New Dehli et Lomé et a promis d'œuvrer au renforcement de cette coopération. « L'Inde et le Togo entretiennent des liens d'amitié étroits depuis des années. Pour renforcer nos relations bilatérales, le gouvernement indien a décidé d'ouvrir une ambassade résidente, symbole de l'importance que nous attachons à nos liens de coopération. Je me réjouis de ces engagements réciproques », a exprimé Sanjiv TANDON. Depuis quelques



années, l'Inde appuie surtout le Togo dans sa politique de développement énergétique, industriel et de renforcement du capital humain. Dès 2018, les grands défis de l'heure notamment la lutte contre le changement climatique et la promotion des énergies renouvelables étaient au cœur de la coopération entre les deux pays. Aussi, ils sont tous deux membres actifs de l'Alliance solaire internationale (ASI). Aussi, la formation professionnelle est un autre axe majeur de cette coopération bilatérale des deux pays, avec le Programme de coopération technique et économique de l'Inde (ITEC). Ce qui a

permis à plusieurs cadres togolais qui ont bénéficié à cet effet des formations certifiantes et diplômantes dans divers domaines à savoir énergies renouvelables, technologies de l'information, communication-média, finances et banque, management de l'administration et des PME-PMI. Pour rappel, Ram Saajiv TANDON avant sa nomination en tant qu'ambassadeur de l'Inde au Togo, était Conseiller à l'Ambassade de l'Inde à Lima au Pérou. Il a servi dans plusieurs missions diplomatiques de la République de l'Inde à Shanghai, Genève, Budapest, Panama et Washington DC.

Obligations de relance

Le Togo lève 27,5 milliards de FCFA

Le Togo est aisément parvenu à lever vendredi dernier, 27,5 milliards de Fcfa sur le marché régional au terme de son émission d'obligations de relance (ODR) du Trésor de maturité 10 ans, organisée en partenariat avec l'agence UMOA-Titres basée à Dakar.

● Joël YANCLO

Belle prouesse de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique du Togo, ce vendredi 23 juillet 2021 sur le marché financier régional. Le pays était à la recherche de 25 milliards FCFA sous forme d'obligations du Trésor. Comme d'habitude, la demande a été très forte puisque le montant total des soumissions a dépassé 86 milliards (taux de couverture de 346,82%). Les obligations émises seront remboursées le premier jour ouvré suivant la date d'échéance fixée au 26

juillet 2031. Pour ce qui est du paiement des intérêts, il se fera dès la fin de la première année à un taux d'intérêt fixe de 6,20%. Le rendement moyen pondéré est à 6,15%. En revanche; le prix moyen pondéré et le prix marginal sont respectivement à 1003 et 1001. Pour rappel, le Togo a besoin de financements additionnels pour faire face à la crise sanitaire et pour favoriser une relance de l'économie. Initiée par l'agence UMOA-Titres en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'émission des ODR vise à per-

mettre à l'émetteur de mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat du Togo dans le cadre de ses plans de relance économique afin de contenir les effets de la pandémie COVID-19 et renouer avec les performances d'avant la crise sanitaire. Elle cible non seulement les investisseurs socialement responsables mais également les entreprises ou individus souhaitant soutenir les actions de relance économique entamée par les Etats de la zone UEMOA.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

COMITE DE COORDINATION POUR LES FILIERES CAFE ET CACAO

COMMUNIQUE

Le Président du Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) communique :

Les opérateurs économiques qui désirent participer à la commercialisation du café et du cacao pendant la campagne 2021-2022 sont informés que les formalités d'enregistrement se dérouleront du **jeudi 15 juillet au vendredi 03 septembre 2021**, délai de rigueur.

Pièces à fournir :

1. Formulaire d'enregistrement à retirer au Secrétariat du CCFCC ;
2. Photocopie légalisée de la carte unique d'opérateur en cours de validité ;
3. Quitus fiscal original du deuxième trimestre 2021, délivré par le Commissariat des Impôts ;
4. Reçu de paiement du droit d'enregistrement, délivré par le CCFCC ;
5. Attestation des moyens d'exercice de la profession, délivrée par la Direction du Conditionnement et de la Métrologie Légale (DCML) ;
6. Quitus délivré par le Conseil des Exportateurs de Café et de Cacao (CECC) ;
7. Photocopie de la Carte d'Identité ou du Passeport du Gérant ;
8. Deux (2) photos d'identité du Gérant ;
9. Formulaire d'engagement sur l'honneur à retirer au Secrétariat du CCFCC.

En plus des pièces ci-dessus mentionnées, le renouvellement d'enregistrement pour les anciens opérateurs est subordonné à la fourniture des statistiques de collectes, des exportations et des stocks de la campagne 2021-2022.

Pour tout renseignement, s'adresser au Secrétariat Administratif du Comité de Coordination, sis dans l'enceinte de la Direction du Conditionnement et de la Métrologie Légale (DCML) en face de la Direction Générale du Port Autonome de Lomé, téléphone : 22 27 09 45.

- NB :**
- Le droit d'enregistrement n'est pas remboursable en cas de désistement ;
 - Le quitus fiscal doit être demandé aux Impôts pour le motif d'enregistrement pour l'exportation de café et de cacao ;
 - L'exportateur doit accepter la visite de son magasin et fournir mensuellement les statistiques des collectes, des exportations et des stocks de café et de cacao.

Lomé, le **12 JUL 2021**

Le Vice-président



KONLANI Kombate Dindioque

Immeuble Direction du Conditionnement et de la Métrologie Légale (DCML)

Zone Portuaire / Lomé - Togo.

B.P. 8 582 Téléphone : (228) 22 27 09 45 Télécopie : (228) 22 27 09 65 E-mail : ccfctogo@gmail.com

Bénin / assainissement**La BOAD accorde 20 milliards FCFA à la ville de Parakou**

Le président de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), Serge Ekué et le ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances du Bénin, Romuald Wadagni, ont procédé le 23 juillet 2021 à Cotonou, à la signature d'un accord de prêt d'un montant total de 20 milliards FCFA, relatif au déploiement du Programme d'Assainissement Pluvial des Villes Secondaires (PAPVS) dans la ville de Parakou.

● **Eyram AKAKPO**

L'opération, en parfaite cohérence avec le Plan Stratégique 2021-2025 de la BOAD dénommé « Plan Djoliba », s'inscrit également dans le Programme d'Actions du Gouvernement béninois ainsi que dans son Plan National de Développement (PND) sur la période 2018-2025. Ces Plans constituent selon la banque, les cadres référentiels de la politique économique et sociale sur le moyen terme, et ont pour objectif général de permettre à l'économie béninoise d'atteindre une croissance soutenue, inclusive et durable d'au moins 10% en 2025. L'objectif global du programme d'assainissement pluvial de huit (08) villes secondaires à savoir Abomey, Bohicon, Calavi, Natitingou, Ouidah, Parakou, Sèmè-Kpodji et Porto-Novo est de renforcer le réseau de drainage des eaux pluviales des villes cibles afin de contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations face aux risques d'inondation. Spécifiquement, il s'agira de i) faciliter le drainage des



eaux pluviales dans les villes concernées en réduisant d'au moins 60% le taux d'habitations inondées et ii) d'améliorer la mobilité des voies aménagées en réduisant le temps de parcours d'environ 70%. Le programme permettra la construction dans les villes ciblées, de collecteurs primaires et secondaires de drainage des eaux pluviales ainsi que l'aménagement de voies urbaines dans la zone d'influence des collecteurs projetés. Le prêt accordé par la BOAD pour la ville de Parakou sera consacré à la construction de 12 041 mètres linéaires de collecteurs primaires et secondaires et de 1 882 mètres linéaires de voies urbaines. Il est également prévu la réalisation d'actions d'accompagnement, notamment

la construction des murs de clôture des écoles primaires publiques de Tranza, de Zongo 1 et du CEG de Nima ; la construction de deux (02) points de regroupement de déchets solides urbains sur le territoire communal de Parakou ; la construction d'un module de trois (03) classes avec bureau Directeur et installations d'équipements sanitaires ainsi que des actions de renforcement des capacités d'intervention de la Mairie de Parakou et des populations bénéficiaires pour une meilleure protection de l'environnement urbain et du cadre de vie. En rappel, cette opération porte les engagements cumulés de la BOAD au Bénin à 830 milliards de FCFA.

Afrique**Netflix a augmenté ses dépenses marketing**

WARC Data a réalisé une analyse des dépenses marketing du géant américain du streaming Netflix. Elle a dévoilé que ces dépenses ont crû à un rythme rapide en plus de deux ans du fait d'une compétition accrue à une échelle mondiale.



L'augmentation est de 39 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2021 pour une valeur de 604 millions de dollars. Il s'agit du montant le plus élevé que l'entreprise ait jamais dépensé en marketing au cours d'un deuxième trimestre. Netflix a en fait réduit ses dépenses marketing à son plus bas niveau en trois ans en 2020, en partie en raison de la forte croissance du nombre d'abonnés du public

à domicile pendant la pandémie de coronavirus. Cependant, alors que les restrictions de séjour à domicile se sont assouplies sur certains marchés et que des concurrents se sont lancés, la croissance a ralenti. La société a en fait perdu des abonnés aux États-Unis et au Canada au deuxième trimestre 2021, chutant de 433 000 (-0,6 %) par rapport aux trois premiers mois de l'année. La croissance du nombre d'abonnés

a également ralenti ailleurs n'augmentant que de 0,3 % en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de 3,8 % en Asie-Pacifique. Il s'agit de la croissance trimestrielle la plus lente depuis plus de quatre ans pour les deux régions. Les abonnés en Amérique latine ont augmenté de 2,0 %, plus rapidement qu'au premier trimestre 2021.

Avec afriqueitnews.com

Sénégal**Vers la concrétisation du projet « Hub minier Régional »**

Le Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Émergent (BOS), accompagné par la Banque Africaine de Développement (BAD), à travers le Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources et l'Attractivité des Investissements (PAIMRAI), a engagé le processus de structuration du projet « Hub minier régional », dont la clôture a été marqué par à un Atelier d'Orientation Stratégique du projet.

La cérémonie a été co-présidée par le Ministre auprès du Président de la République en charge du suivi du PSE, Abdou Karim Fofana et des Secrétaires Généraux du Ministère des Mines et de la géologie, du Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries, et du Directeur Général du Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Émergent (BOS/PSE) Ousseyni Kane, en présence d'un parterre de responsables de l'administration, d'opérateurs du secteur privé des mines et des hydrocarbures. L'Atelier d'Orientation Stratégique a réuni l'ensemble des parties prenantes aux fins de s'accorder sur les orientations stratégiques du projet de « Hub minier régional », dont la mise en œuvre est répartie en trois dimensions, notamment, un Hub de services qui permettra de réaliser des actions de sous-traitance opérationnelle; l'implantation d'un Hub logistique, qui disposera de centres de distribution stockant et offrant des consommables, pièces de rechange et équipements ; et la construction d'un Hub académique en vue de mettre à la disposition des opérateurs de la sous-région des centres de formation. A travers le projet « Hub minier régional », le Sénégal affiche son ambition de devenir le centre de référence de services miniers en Afrique de l'Ouest comme le souligne dans son allocu-



tion le Ministre auprès du Président de la République en charge du suivi du PSE, Abdou Karim Fofana. « Le Hub minier régional fait partie des 27 projets phares du Plan Sénégal Émergent qui ambitionne de faire du Sénégal le centre de référence de services miniers de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit concrètement de bâtir un écosystème qui assure la disponibilité des équipements des services et des ressources humaines qualifiés pour les exploitations du secteur extractif de la sous-région ». « A ce titre le Sénégal affiche son ambition de se positionner comme un Hub à travers le développement d'une offre complète pour les acteurs du secteur avec des impacts positifs sur la croissance du PIB, les exportations, la substitution aux importations, la création d'emploi et le transfert de technologie ». A ajouté Monsieur Fofana. Aux termes de l'atelier d'orientation stratégique du projet « Hub Minier Régional », plusieurs décisions ont été adoptées avec le concours des participants à travers un vote. Les décisions stratégiques ont

porté sur : le périmètre du projet (inclusion ou non des hydrocarbures) 81% ont voté pour ; sur l'approbation du modèle organisationnel, le modèle mini hubs satellite pour développer le projet a été adopté à plus de 90%; concernant le choix du lieu d'implantation du modèle central, 51% ont voté pour la ville de Tambacounda et 49% pour Kedougou, pour clore le vote 98.2% ont fait le choix d'un Hub multidimensionnel, comme option pour développer le projet. L'Atelier d'Orientation Stratégique a ainsi marqué la clôture avec succès de la première étape du processus de structuration du projet « Hub minier régional ». Par ailleurs, Ousseyni Kane a tenu à rassurer les parties prenantes. « Nous allons maintenir le dynamisme tout au long de ce processus de structuration, afin de garantir le succès de cet important projet en mettant à la disposition de nos partenaires des livrables pertinents pour l'opérationnalisation du « Hub minier régional » en 2022 ».

Avec financialafrik.com

Ghana**La croissance économique devrait rebondir à 4,7% en 2021**

La reprise économique est en marche au Ghana, relève le Fonds monétaire international (FMI) dans un communiqué publié à la suite de la conclusion, le 19 juillet 2021, des discussions au titre de l'article IV avec le pays ouest-africain. L'institution table sur une croissance de 4,7% du PIB en 2021, après un ralentissement à 0,4 % en 2020.

Selon le FMI, cette reprise sera soutenue par une forte campagne cacaoyère, une activité minière et de services, et une inflation restant dans l'objectif de Bank of Ghana (BoG), la banque centrale locale. « Le déficit du compte courant devrait s'améliorer à 2,2 % du PIB, soutenu par une reprise des prix du pétrole, et les réserves internationales brutes devraient rester stables. Le budget 2021 prévoit un déficit budgétaire de 13,9% du PIB en 2021, y compris les coûts du secteur énergétique et financier, et un ajustement budgétaire progressif à moyen terme qui soutiendrait une baisse de la dette

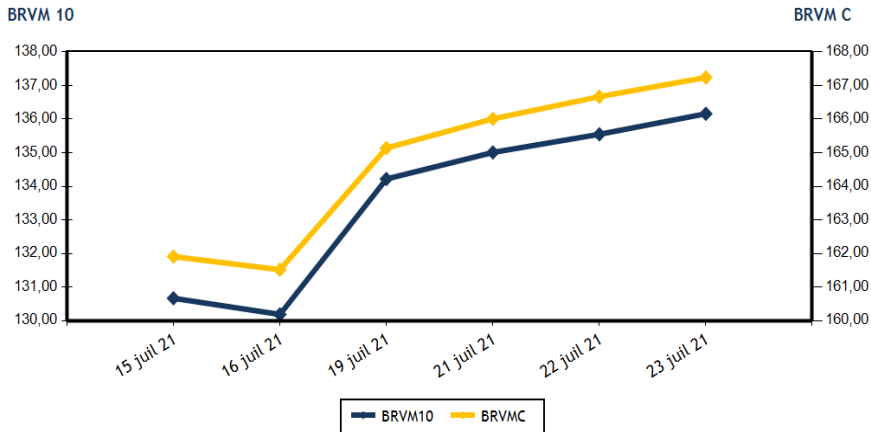
publique à partir de 2024. Cependant, ces perspectives sont soumises à d'importantes incertitudes, notamment les nouvelles vagues de la pandémie de Covid-19, les risques associés aux besoins de financement importants et à l'augmentation de la dette publique », indique la FMI. Durement touché par la pandémie, le Ghana, deuxième économie de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) après le Nigéria, a vu sa dette publique grimper à 79 % du PIB en 2020, tandis que le déficit budgétaire s'est aggravé à 15,2 % du PIB, avec 2,1 % de PIB supplémentaires de dépenses

supplémentaires financées par l'accumulation d'arriérés intérieurs. Le déficit du compte courant s'est légèrement creusé pour atteindre 3,1 % du PIB, la baisse des exportations de pétrole ayant été partiellement compensée par la hausse des prix de l'or, des envois de fonds résilients et des importations plus faibles. Pour sa part, le céd, la monnaie locale, est resté stable par rapport au dollar américain, en partie en raison de l'intervention de la banque centrale, et les réserves internationales brutes sont restées à 3,2 mois d'importations.

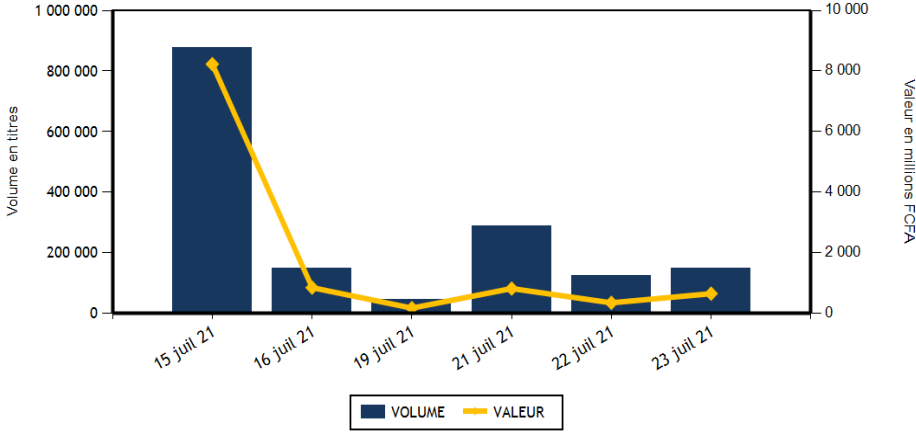
Avec financialafrik.com

BRVM 10	136,16	BRVM BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Afrique de l'Ouest BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 140 vendredi 23 juillet 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	167,24
Variation Jour	↑ 0,45 %		Variation Jour	↑ 0,34 %
Variation annuelle	↑ 4,03 %		Variation annuelle	↑ 15,04 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 033 081 053 361	0,34 %
Volume échangé (Actions & Droits)	148 086	19,18 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	644 347 277	88,41 %
Nombre de titres transigés	41	-4,65 %
Nombre de titres en hausse	18	20,00 %
Nombre de titres en baisse	15	36,36 %
Nombre de titres inchangés	8	-52,94 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 820 099 133 031	0,00 %
Volume échangé	290	28,32 %
Valeur transigée (FCFA)	2 901 666	28,39 %
Nombre de titres transigés	7	250,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	5	400,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	4 145	7,38 %	38,63 %
SAFCA CI (SAFC)	885	7,27 %	216,07 %
SAPH CI (SPHC)	3 200	6,67 %	128,57 %
BOLLORE (SDSC)	1 780	4,40 %	14,84 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	8 800	3,53 %	8,71 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	390	-7,14 %	69,57 %
NESTLE CI (NTLC)	4 000	-4,76 %	1 150,00 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	3 400	-2,86 %	25,93 %
BICI CI (BICC)	5 355	-2,64 %	-19,84 %
SOGB CI (SOGC)	3 710	-2,37 %	57,87 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	80,07	-0,90 %	120,88 %	35 253	61 251 995	17,45
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	447,35	-0,06 %	8,98 %	67 630	498 121 280	7,37
BRVM - FINANCES	15	60,57	0,71 %	0,97 %	31 317	63 607 117	12,10
BRVM - TRANSPORT	2	433,59	4,31 %	14,50 %	911	1 562 430	7,20
BRVM - AGRICULTURE	5	165,62	1,51 %	91,38 %	2 099	3 872 155	10,86
BRVM - DISTRIBUTION	7	288,96	0,19 %	27,62 %	10 007	15 324 000	18,31
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	863,72	0,00 %	150,00 %	869	608 300	4,05
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,38	
Taux de rendement moyen du marché	7,19	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,35	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	93	
Volume moyen annuel par séance	217 410,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 274 221 180,38	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,94	
Ratio moyen de satisfaction	29,81	
Ratio moyen de tendance	3 167,62	
Ratio moyen de couverture	3,16	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	3,73	
Nombre de SGI participantes	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brym@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Marchés

Le prix du café brûle

Le renchérissement du transport, les troubles politiques en Colombie et les conditions météorologiques dévastatrices au Brésil expliquent la hausse des prix du café. Mais les consommateurs devraient être relativement épargnés.

Déjà en forte hausse, les cours du café ont connu une poussée de fièvre cette semaine, notamment poussés par la météo et des troubles géopolitiques, mais les consommateurs n'en subissent pas encore les conséquences et celles-ci devraient rester limitées. «Plusieurs raisons sont à même d'expliquer la hausse astronomique des prix du café» sur les marchés, relève Carlos Mera, analyste chez Rabobank, qui cite en vrac le renchérissement du transport, les troubles politiques en Colombie, troisième producteur mondial, qui ont gêné ses exportations et surtout les conditions météorologiques dévastatrices au Brésil. Après un épisode sec plus tôt dans l'année, une vague de gel a en effet frappé cette semaine les plantations du Minas Gerais, l'Etat qui produit 70% de l'arabica brésilien. Les températures négatives «provoquent une défoliation des arbres et peuvent même tuer les plus jeunes, de quoi affecter le rendement de la future récolte» du premier producteur et exportateur de café au monde, reprend Carlos Mera. L'arabica est également soumis à un phénomène naturel qui fait fortement varier l'offre d'une année sur l'autre: le cycle «biennal» qui affecte les plants et leur fait alterner bonne productivité et rendement moindre, comme pour la saison à venir. En face, la demande repart à mesure de l'avancée des campagnes de vaccination contre le Covid-19 et de la réouverture progressive des lieux de consommation hors domicile, où l'arabica, contrairement au robusta présent surtout dans les cafés solubles, est privilégié.

Années blanches
«Avec la réduction prévue de la production de nombreux pays exportateurs au cours de la saison 2021-22, l'offre

Chili

Nestlé change le nom de son biscuit «Negrita»

Nestlé va changer le nom du biscuit populaire «Negrita» (petite noire, en espagnol), vendu depuis 60 ans au Chili, en «Chokita», conformément à «sa culture du respect et de non-discrimination».

«Dans le cadre d'un processus mondial de révision de son portefeuille de plus de 2000 marques et 25'000 produits, Nestlé a décidé de changer sa marque emblématique 'Negrita' en 'Chokita',» indique l'entreprise dans un communiqué publié mercredi. Ces biscuits à la vanille enrobés de chocolat changeront de nom à



totale devrait être inférieure à la consommation mondiale», a même prévenu au début du mois l'Organisation internationale du café (OIC), après plusieurs années excédentaires. Résultat, le prix d'une livre d'arabica a flambé depuis janvier, prenant 60% pour dépasser temporairement vendredi les 2 dollars, une première depuis octobre 2014. Les prix du robusta, variété principalement cultivée en Asie du sud-est, ne sont pas en reste: ils se sont appréciés d'environ 7% depuis lundi et de près de 40% depuis le début d'année. L'économiste spécialiste des matières premières Philippe Chalmin rappelle toutefois que les cours du café ont été particulièrement bas ces dernières années. La livre d'arabica coûtait encore plus de 3 dollars il y a un peu plus de dix ans, en mai 2011. «Les producteurs de café sortent d'une très longue crise des prix», abonde Valeria Rodriguez, responsable du pôle Plaidoyer & Mobilisation au sein de l'association de commerce équitable Max Havelaar. «Ces quatre ou cinq dernières années, la plupart d'entre eux ont travaillé à perte», explique-t-elle à l'AFP, «et derrière chaque récolte moindre se cachent des producteurs qui perdent leurs revenus».

Hausse modérée pour le consommateur

teur

Cette hausse va-t-elle être répercutée sur le consommateur final ? Oui, répond Carlos Mera, mais peu et pas tout de suite. «Les torréfacteurs utilisent le marché pour se couvrir contre les hausses de prix à court terme, de sorte qu'il faut généralement trois à neuf mois pour en voir les effets au niveau des ventes au détail», détaille-t-il à l'AFP. La hausse du prix pour les consommateurs restera cependant beaucoup moins élevée que celle de la matière première, qui n'est qu'une composante du prix parmi d'autres: transport, emballage, marketing... «Le café moulu est vendu en moyenne 15 euros le kilo et celui en dosette 45 euros le kilo, voire davantage», souligne Valeria Rodriguez, loin du cours actuel de l'arabica, toujours inférieur à 4 euros le kilo. En France, le prix du café vendu en grande surface n'a que très peu bougé ces derniers mois et reste proche de son prix de référence de 2015, selon des données partagées par l'Insee. La hausse actuelle des cours du café s'inscrit par ailleurs dans un contexte plus large d'inflation des prix des matières premières, qu'elles soient agricoles ou industrielles, le cuivre ou l'étain ayant par exemple battu ces dernières semaines des records historiques.

(AFP)

Europe

Dassault Aviation livre le premier Rafale à la Grèce

L'avionneur français Dassault Aviation a livré mercredi 21 juillet son premier Rafale à un pays européen, la Grèce, qui a commandé 18 avions de combat français, dont 12 d'occasion, pour assurer son "intégrité territoriale" dans un contexte d'instabilité en Méditerranée orientale.

C'est sur la base aérienne d'Istres, dans le sud de la France, où se trouve le centre d'essai en vol du constructeur, que le premier Rafale a été remis à la Grèce, moins de six mois après sa commande. Il s'agit d'un avion d'occasion qui appartenait à l'armée de l'Air française. Les 17 autres doivent être livrés d'ici septembre 2023, selon les termes d'un contrat estimé à 2,5 milliards d'euros. Cet avion, ainsi que les cinq suivants provenant de l'inventaire de l'armée de l'Air, serviront à former les pilotes et les mécaniciens de la Hellenic Air Force en France, avant leur installation sur la base de Tanagra, au nord d'Athènes. "Ce choix montre qu'une alternative au tout Américain est possible", a déclaré le PDG de Dassault Aviation, Éric Trappier, soulignant "la qualité des relations stratégiques entre la France et la Grèce". "Ça reste un challenge de vendre en Europe des avions de combat européens", a-t-il reconnu devant la presse. La Grèce est le premier pays européen à acheter des Rafale. Fin mai, la Croatie a suivi avec



une commande de 12 avions d'occasion.

Un enjeu géopolitique

La mission principale des Rafale sera d'assurer "l'intégrité territoriale" de la Grèce dans un contexte de "potentielle instabilité" venant notamment de la Turquie, a expliqué le ministre grec de la Défense Nikolaos Panayotopoulos. Et il a invité son voisin turc "à se conformer aux règles" internationales, au lendemain des déclarations du président Recep Tayyip Erdogan, qui a réaffirmé son attachement à une solution à deux États pour Chypre et annoncé la poursuite de la réouverture de Varosha, ville fantôme symbole de la division de l'île méditerranéenne. Le ministère français des Affaires étrangères avait dé-

ploré plus tôt dans la matinée la "démarche unilatérale" du président turc qui constitue, selon la France, "une provocation". Après des débuts poussifs à l'export, le fleuron français de l'aéronautique de défense connaît davantage de succès à l'étranger. Son utilisation au combat à partir de 2007 en Afghanistan, puis en Libye, au Sahel et au Moyen-Orient, parfois au terme de longs raids conduits depuis la France, a changé la donne, même s'il a fallu attendre 2015 pour qu'il connaisse ses premiers succès à l'export avec l'Égypte (24 appareils), le Qatar (36) puis l'Inde l'année suivante (36). Si 152 Rafale ont été livrés à la France, 114 ont été vendus à l'étranger, selon Dassault Aviation.

Avec businessinsider.fr

Streaming

Netflix proche des 210 millions d'abonnés mais son bénéfice déçoit

Le géant du streaming perd peu à peu son avance sur ses nombreux concurrents et semble avoir atteint la saturation de son marché aux États-Unis.

Netflix a réalisé presque le double de son bénéfice net de l'an dernier au deuxième trimestre, mais ce résultat, publié mardi, était en deçà des attentes d'un marché inquiet de voir le géant du streaming perdre peu à peu son avance sur ses nombreux concurrents. La plateforme a fini le trimestre avec plus de 209 millions d'abonnés payants, et engrangé 7,3 milliards de dollars (+19%) de chiffre d'affaires pour un bénéfice net de 1,35 milliard. Son titre perdait 1,5% à Wall Street dans les échanges électroniques après la clôture de la Bourse. Le groupe s'est félicité d'être «en avance sur ses prévisions» en termes de croissance d'abonnés, et a rappelé que l'engouement pour la vidéo à la demande pendant la pandémie empêchait de faire des comparaisons normales. Mais cela ne change rien aux conclusions des analystes: «Netflix semble avoir atteint la saturation de son marché aux États-Unis», assène Eric

Haggstrom de eMarketer. Il reconnaît que l'entreprise a été «capable de monter les prix et d'augmenter ses revenus malgré la compétition accrue de la part de services moins chers», mais constate que «Netflix a perdu des parts de marché significatives face à Disney».

Expérimentations futures

En 2020, Netflix a largement bénéficié des confinements liés à la crise sanitaire et de son statut de pionnier bien établi du streaming. Mais la concurrence est devenue féroce avec des anciens comme Amazon Prime Video, et surtout les récents Disney+, Apple TV+, HBO Max ou encore Peacock de NBCUniversal. Sans compter toutes les plateformes de divertissement qui accaparent l'attention des consommateurs, des jeux vidéo aux réseaux sociaux. Netflix a d'ailleurs entrepris de se diversifier, avec un magasin en ligne de produits dérivés et le recrutement ce mois-ci d'un

responsable en charge des jeux vidéo. «De nouvelles sources de revenus comme les produits dérivés et de potentielles expérimentations futures comme des sorties en salle, des podcasts et des jeux vidéo pourraient apporter de la croissance, mais le succès dans ces domaines est loin d'être assuré», a tempéré Eric Haggstrom.

Pari sur les jeux vidéo

Preuve que le jeu vidéo devient incontournable pour toute plateforme qui se respecte, Netflix se lance à son tour dans ce filon, comme un moyen de se diversifier face à un début de saturation de son marché. «Il s'agit de renforcer et d'améliorer notre service, et non pas de créer une source de profits à part», a précisé Reed Hastings, cofondateur de la société, lors d'une conférence aux analystes diffusée en ligne mardi après la publication des résultats trimestriels.

(AFP)

Rendez-vous économiques			
EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupede-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE

finance

Bélier Sur le plan financier, vous ne devrez pas faire preuve d'impulsivité et de superficialité. Ces défauts seront intensifiés cette fois à l'intérieur des possibilités envisagées. Il serait bon de régler d'abord les affaires les plus importantes. Ensuite, montrez-vous prudent, surtout s'il s'agit de vous engager à long terme.

Taureau Méfiez-vous des opérations boursières ou immobilières aujourd'hui. N'allez pas non plus vous endetter pour mettre sur pied des projets qui ont peu de chance de voir le jour, tant ils

Gémeaux Profitez bien de cette journée pour vous attaquer à vos problèmes d'argent. Avec Vénus en bonne place dans votre Ciel, vous gérerez vos finances avec efficacité, et vous viendrez à bout des difficultés. Vous ne serez donc pas trop gêné dans vos achats nécessaires, et vous n'allez-vous priver de rien d'indispensable.

Cancer En matière d'argent, ne vous laissez pas tenter par des affaires qui font espérer de gros bénéfices mais qui offrent peu de garanties. Refusez catégoriquement de mettre des fonds dans les affaires sur lesquelles vous n'avez pas un droit de regard permanent.

Lion Ce jour, l'accent sera mis sur une de vos occupations préférées : gagner le plus d'argent possible. Vous aurez en effet de nouvelles possibilités de diversifier ou d'accroître vos revenus. Les transactions financières seront excellentes. Néanmoins, votre partenaire risque de vous surprendre et même de vous faire enrager, en dépensant cet argent à peine gagné.

Vierge Vous bénéficierez d'opportunités intéressantes dans les affaires et les finances. Mais il faut s'attendre à quelques dépenses incompressibles. Que voulez-vous, on ne peut pas tout avoir dans la vie !

Balance Prenez le taureau par les cornes et attaquez-vous à des problèmes matériels qui commencent à prendre des proportions inquiétantes. Sans quoi, vous risquez d'avoir de très mauvaises surprises.

Scorpion Par sa maîtrise sur le secteur de la vie matérielle, il n'est pas impossible que Jupiter impose à certains d'entre vous une contrainte financière assez importante. C'est vrai surtout pour ceux qui se sont lancés dans des projets exagérément grandioses et qui ont pris des décisions par excès d'optimisme.

Sagittaire Cet impact de Pluton pourra pousser certains d'entre vous à se lancer dans des dépenses compulsives pour calmer leurs angoisses et leurs frustrations. Mauvaise idée : aussitôt après, vous vous sentirez coupable, et ne saurez plus comment rattraper l'argent ainsi perdu !

Capricorne Faites confiance à votre bonne étoile dans le domaine de l'argent : il pourrait y avoir des rentrées imprévues aujourd'hui. Mais n'allez pas dépenser vos deniers avant même de les avoir engrangés.

Verseau Excellentes perspectives financières, grâce aux planètes qui vous sont dans l'ensemble favorables mais surtout grâce aux étoiles fixes. Deux d'entre elles ont en effet pour principal effet de favoriser l'enrichissement, voire les gains inattendus. C'est donc le moment ou jamais d'effectuer des opérations ou des investissements.

Poissons Côté finances, vous ne vous contenterez pas de placements de père de famille, sans risque mais peu lucratifs. Vous aurez de plus grandes ambitions et serez bien décidé à développer votre situation matérielle. Vos initiatives audacieuses porteront leurs fruits dans un très bref délai.

LE JOURNAL DES DECIDEURS

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAkpabem

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement

Le Commissaire

Dossier suivi par : «Ousmane ILBOUDO; oilboudo@uemoa.int»
Ol/mddAVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°002/2021/UEMOA/WACA/ResIP POUR
LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA REALISATION
DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET WACA ResIP

- La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), par l'entremise de la Banque Mondiale, a lancé le Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP). Ce projet régional multi-pays dont l'objectif est de renforcer la résilience des communautés et des biens côtiers dans six (06) pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, couvre le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Togo. A cet égard, il vise à renforcer les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des six (06) pays bénéficiaires et à réduire les risques communs auxquels ils sont exposés, qu'ils soient d'origine naturelle ou anthropique, qu'ils soient similaires pour la totalité ou la plupart des pays ou de nature transfrontalière.
- Dans le cadre des activités du projet, il est prévu le recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet WACA ResIP.
- Les Termes de référence (TdR) détaillés de la mission sont joints à cet avis à manifestation d'intérêt et peuvent être obtenus aux adresses E-mail indiquées ci-après : **msimpore@uemoa.int** ou **oilboudo@uemoa.int**.
- L'objectif général de l'évaluation à mi-parcours est d'examiner et de documenter la performance globale de l'exécution du projet et les résultats obtenus afin de conclure si le projet délivre les résultats prévus avec les ressources et les dispositifs mis en place. Cette revue examinera la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les leçons apprises et les conditions de durabilité des interventions du projet. Des recommandations seront formulées pour ajuster la mise en œuvre et la coordination afin que le projet puisse générer davantage de résultats et de changements significatifs sur la période restante
- De façon spécifique, la mission du Consultant dans le cadre de cette étude consiste à :
 - évaluer la pertinence des interventions du projet lors de la formulation et au regard du contexte actuel ;
 - évaluer l'efficacité de l'exécution du projet en documentant les résultats obtenus et en analysant dans quelle mesure ces résultats contribuent à l'objectif de développement ;
 - analyser l'efficience du processus de l'exécution globale, y compris la performance des partenaires ;
 - analyser le degré de conformité du dispositif du projet avec les conventions légaux (accords juridiques) de l'accord de financement ;
 - évaluer l'adéquation et la performance de l'arrangement institutionnel et organisationnel en place ;
 - examiner les conditions de durabilité des résultats du projet après sa mise en œuvre et faire des recommandations ;
 - analyser les relations de collaboration/parteneriat et la perception des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet ;
 - formuler des recommandations pertinentes basées sur des résultats crédibles afin d'améliorer les performances du projet et de permettre à celui-ci d'atteindre effectivement son objectif de développement ;
 - dégager des leçons ou enseignements tirés de la mise en œuvre qui contribueront à améliorer l'exécution du projet pour la durée restante de sa mise en œuvre et la formulation de WACA ResIP II.
- La durée de la mission d'évaluation à mi-parcours est de 50 jours étalés sur une période de trois mois.
- L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, agissant par l'entremise de la Commission, invite les Consultants individuels à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.
- Les Consultants individuels intéressés, sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêts, toutes les références et tous les documents permettant

d'apprécier leurs expériences et expertises ainsi que les informations prouvant leur capacité à exécuter les prestations précitées (références concernant l'exécution des contrats analogues, copies de pages de garde et de signature de marchés approuvés et/ou les attestations de services fait,).

- La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
 - Les critères pour la sélection sont les suivantes :
 - posséder un niveau de formation universitaire minimum BAC+5 en gestion des projets/programmes, économie, ingénierie, sciences sociales, sciences environnementales ou dans tout autre domaine pertinent ... ;
 - avoir une expérience pratique d'au moins 10 ans dans la gestion / suivi évaluation des projets /programmes de développement ;
 - avoir conduit, durant les cinq dernières années, au moins cinq (5) missions d'évaluation des projets/programmes de développement financés par les partenaires multilatéraux (Banque mondiale, FIDA, BAD, BOAD, BID, UE, AFD, ...) en qualité de chef de mission ;
 - avoir conduit au moins deux missions d'évaluation à mi-parcours des projets de développement ;
 - être familier avec le contexte socioéconomique de la zone d'intervention du projet ;
 - avoir des connaissances des politiques et enjeux sur la gestion des zones côtières ;
 - avoir de bonnes connaissances des organisations régionales d'intégration.
 - A l'issue de la manifestation d'intérêt, un consultant individuel sera sélectionné par la méthode de sélection de consultants individuels en accord avec les règles et procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), de juillet 2016, mis à jour en novembre 2017 et août 2018.
 - Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter : (a) **Michel SIMPORE**, Email : msimpore@uemoa.int ou (b) **Ousmane ILBOUDO**, Email : oilboudo@uemoa.int, du lundi au vendredi, de 08 H 00 mn à 13 H 30 mn.
 - Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, et fournies en trois (03) exemplaires (1 original et 2 copies marquées comme telles), peuvent être envoyées par la poste, et par courrier électronique à l'adresse suivante : commission@uemoa.int avec copie à msimpore@uemoa.int / oilboudo@uemoa.int, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA ; 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO au plus tard 10 AOÛT 2021, à 9 heures 30 mn précises, heure locale.
 - L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10 heures 30 mn au deuxième étage du complexe administratif sis à Ouaga 2000.
 - L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêts devra être scellée et portée visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet WACA ResIP** ».
- PJ : (01)**
- Termes de référence

Commissaire chargé du Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement

Kako NUBUKPO

Contrôle de marquage des produits

Formation des inspecteurs et contrôleurs du commerce

Les inspecteurs et contrôleurs du commerce de la Direction du Commerce Intérieur et de la Concurrence (DCIC) du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale ont été formés ce jeudi 22 juillet 2021 sur l'utilisation des kits de contrôle de marquage des produits.

● Vivien ATAKPABEM

Une initiative du Ministère du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale en collaboration avec la Société industrielle et commerciale de produits alimentaires (SICPA), avec pour but de renforcer les capacités des inspecteurs et contrôleurs du commerce de la DCIC pour les rendre

plus efficaces dans leur mission d'inspection et d'audit de l'authenticité des vignettes fiscales obligatoires sur les produits. C'est dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté interministériel N°005/MEF/MCIPDPT du 06 février 2017, relatif au marquage sécurisé obligatoire des produits à savoir : « les eaux, les bières, les jus de fruits, les vins, les vermouths, les boissons

alcoolisées ou non et les tabacs. » Rappelons que l'opération de contrôle de marquage des produits a démarré le 1er juillet 2021 au Togo. L'objectif est de lutter contre la concurrence déloyale et de participer à la préservation de la santé des consommateurs à travers l'assurance de la traçabilité des produits mis à la consommation sur le territoire togolais.



Recensement Général de la Population

Appui matériel de l'UNFPA

L'Institut national des statistiques et des études économiques et démographiques (INSEED) qui pilote le 5ème Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) a réceptionné jeudi à Lomé, un lot de matériel dans le cadre des travaux de cartographie censitaire qui démarre le 26 juillet prochain. Ce lot a été offert par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), chef de file des partenaires du Togo.

Le matériel est composé d'ordinateurs portables de grande capacité, d'ordinateurs de bureau, d'imprimantes, de tablettes « de haute précision nécessaires pour la cartographie et le géo référencement des infrastructures », de motos et véhicules de terrain, estimés à 148 millions FCFA. « Le RGPH est une opération exigeante en termes de qualité des données. Ceci dépend entre autres, de la qualité de la logistique mise en place à cet effet. C'est pourquoi je remercie les partenaires qui ont bien voulu accompagner ce processus », a indiqué Pré Simfétchéou, Ministre, Conseiller du Président de la République, lors de la cé-



rémonie. L'UNFPA annonce qu'elle livrera en outre, d'ici deux mois, 1500 nouvelles tablettes. Pour rappel, l'opération du RGPH-5 nécessite un financement global de plus de 8,6 milliards FCFA. Outre l'UNFPA, la Banque mondiale, la GIZ, le PNUD,

l'UNICEF et la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) se sont positionnés pour accompagner au plan technique et financier l'opération.

Avec Togo First

Football

Antoine Griezmann, retour sur trois années de galères

À l'apogée de sa carrière avec l'Atlético de Madrid et auréolé de son titre de champion du monde avec les Bleus, Antoine Griezmann a choisi de rejoindre le FC Barcelone à l'été 2019. Une décision qui devait lui permettre de franchir une nouvelle étape dans sa carrière et de s'affirmer parmi les meilleurs joueurs au monde. Mais deux ans après, le bilan est implacable pour Grizi. Force est de constater que le Français est loin de s'être imposé en Catalogne. Pire, c'est un sentiment de régression qui se dégage. Retour sur les trois dernières années de galères qu'a connues Antoine Griezmann depuis son départ houleux de l'Atlético de Madrid, en passant par sa relation tumultueuse avec Lionel Messi et ses polémiques extra-sportives.

De leader incontesté à l'Atlético de Madrid à simple soldat de Lionel Messi. C'est la trajectoire qu'a prise la carrière d'Antoine Griezmann depuis sa signature au FC Barcelone le 12 juillet 2019. Le natif de Mâcon débarque en Catalogne avec l'ambition de franchir une nouvelle étape dans sa carrière au sortir d'une Ligue Europa remportée avec les Colchoneros et d'un titre de champion du monde avec l'Equipe de France. Si d'un point de vue sportif, Grizi arrive au sommet de son art, les conditions de son transfert ont rendu son adaptation au sein de son nouveau club très compliqué.



● Antoine Griezmann ©Maxppp

mondiale a permis de stopper cette saison éprouvante en tout point.

tique dont l'intéressé se serait bien passé.

Un départ tumultueux à l'Atlético de Madrid, une arrivée contestée au Barça

L'épisode de « La Décision », la fameuse vidéo de 52 minutes produite par Movistar Plus - société de production du défenseur du FC Barcelone Gérard Piqué - a laissé des traces. Du côté des supporters Colchoneros, mais aussi du vestiaire catalan qui n'a pas apprécié être manipulé par l'international français, comme l'a rapporté la presse espagnole. Ses débuts sous le maillot catalan ont été scrutés à la loupe, tout comme sa relation avec Lionel Messi qui a été loin d'être idyllique. Les changements d'entraîneurs, de système ainsi que son positionnement sur tous le front de l'attaque ne l'a pas non plus aidé au cours d'une première saison bien loin de ses standards habituels. Heureusement pour Grizou, Didier Deschamps et les Bleus lui ont permis de garder la tête hors de l'eau. Et la pandémie

Le fiasco à l'Euro 2020 et la polémique avec Dembélé

Attendu au tournant pour sa deuxième saison sous les couleurs barcelonaises, Antoine Griezmann est déterminé à s'imposer malgré des rumeurs de départ et d'un retour de Neymar. Ce dernier a pu compter sur le soutien de son nouvel entraîneur Ronald Koeman, mais aussi de Luis Suarez qui l'a aidé dans sa relation avec Lionel Messi. Les automatismes entre les deux hommes commencent à naître et des signes prometteurs du duo sont entrevus tout au long de la saison. D'un point de vue personnel, la saison de Grizi est bien plus conforme à son niveau, mais collectivement, cette deuxième saison a été un échec. Un signe avant-coureur ? Probablement, au vu du fiasco de l'Equipe de France durant l'Euro 2020 et de la vidéo polémique l'accusant de racisme anti-asia-

Vers un retour aux sources ?

Si depuis son arrivée en Catalogne, les rumeurs d'un départ reviennent avec insistance sur le marché des transferts, cette hypothèse est plus que jamais d'actualité cet été. Le Barça est loin d'être convaincu par le rendement du joueur de 30 ans et ne serait pas contre le fait de le sacrifier pour alléger la masse salariale du club. Son nom a été associé à Manchester City, Chelsea ou encore la Juventus, mais l'intéressé ne jure que par l'Atlético de Madrid. En haut lieu, un retour de Grizi n'est pas à exclure alors que du côté des supporters Rojiblancos, on ne semble pas avoir digéré son départ. Certains ont manifesté leur désapprobation avec l'utilisation d'un hashtag #Griezmannnotequeremos, avec des tweets relativement durs à l'égard du champion du monde français. Un retour aux sources permettrait-il à Antoine Griezmann de retrouver son niveau d'antan ?

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



AGENDA ESTIVAL POUR LA DIASPORA

Chers Togolaises et Togolais de la diaspora

Vous êtes attendus au **Guichet Diaspora (GD)** et à la **Direction des Togolais de l'Extérieur (DTE)** de juillet à septembre 2021 pour vous accueillir et répondre à vos attentes durant vos vacances.

L'Agenda Estival pour la Diaspora vous propose :

- Des informations sur **le projet de recensement des Togolais de l'Extérieur** notamment dans le cadre d'une tournée de sensibilisation et de mobilisation ;
- Une assistance administrative (formalités) et technique (appui conseil aux porteurs de projets) à travers des **Journées d'Accueil et d'Information** auprès du Guichet Diaspora et de la DTE ;
- Des échanges directs lors d'**une rencontre prévue entre la diaspora et les Communes du Togo** sur la réalisation des projets de développement local ;
- Le **lancement du recensement** de la diaspora togolaise.

Nous sommes à votre service.

Prof Robert DUSSEY,

Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration
Régionale et des Togolais de l'Extérieur.

Infoclines : DTE : (+228) 90 08 13 83 - GD : (+228) 91 79 68 18